



FÊTE DE LA MUSIQUE ET DES CULTURES, GASPERICH 20 JUIN 2014 © PAULO LOBO

## Edito

### « Cette fois-ci c'est différent » ?

Les récentes élections européennes ont montré les limites et l'incompréhension des citoyens pour le projet européen tel que nous le connaissons actuellement. Le faible taux de participation dans tous les pays, et en particulier dans ceux ayant récemment adhéré à l'Union européenne, ainsi que les scores importants réalisés, dans de nombreux pays, par les partis d'extrême droite doivent nous interpeller et induire une réflexion approfondie au sein des instances européennes et nationales.

Le projet européen est en perte de vitesse. Certes les acquis de l'Union

européenne sont importants : la liberté de circulation, les règlements de sécurité sociale, la monnaie unique etc. Mais, depuis de nombreuses années, les dirigeants européens peinent à insuffler de l'enthousiasme et une vision commune de la construction européenne à leurs citoyens. La crise économique et financière qui a durement frappé l'ensemble des pays de l'Union et plus particulièrement ceux du sud, a montré au grand jour que l'Europe de la solidarité et du partage n'existe pas encore et que nous sommes encore très loin d'une vraie communauté de destins.

SUITE PAGE SUIVANTE

## Sommaire

**p.2** Résolution de l'Assemblée Générale du Clae du 06 juillet 2014

**p.3** Un tremplin pour l'emploi

**p.4** Voix et réflexions sur la *Freedom March*

**p.5** Recommandation du Lëtzebuerger Flüchtlingsrot (LFR) au Gouvernement

**p.6** « Unity in diversity » - Présentation de l'asbl Indian Association Luxembourg

**p.7** Cours de français  
Exposition « La Mémoire de la Mer. Objets Migrants en Méditerranée »

**p.8** *Cache-Cache* de Guy Rewenig -  
« Recit noir » aux couleurs du Cap-Vert

« Cette fois-ci c'est différent » est un des nombreux slogans qui auraient dû inciter les électeurs européens à participer au vote. Ce slogan, comme d'autres, faisait référence aux nouveaux pouvoirs du Parlement européen. Toutes les familles politiques avaient désigné leur candidat au siège de la présidence de la Commission européenne, en cas de victoire électorale. Le Parti Populaire Européen étant devenu le groupe majoritaire au Parlement, il était logique que, dans le respect des décisions des électeurs et des accords entre les grandes familles politiques, le candidat du PPE, Jean-Claude Juncker, notre

ancien premier Ministre, soit considéré comme le candidat naturel au siège de Président de la Commission européenne. Or, dès le lendemain des élections, de nombreux chefs d'Etat se sont prononcés contre cette procédure (et contre le candidat désigné) car cela aurait donné trop de pouvoir au Parlement et que le candidat désigné avait, selon eux, une vision très fédéraliste de l'Europe. Il s'en est fallu de très peu pour que cette procédure démocratique soit anéantie en infligeant ainsi un nouveau camouflet aux électeurs.

Jean-Claude Juncker sera bientôt, dès que les députés européens lui auront

accordé leur confiance, le nouveau chef de l'exécutif européen. Nous lui souhaitons un très bon travail tout en lui rappelant que l'Union européenne affronte une crise de légitimité sans précédent. L'Europe doit se repenser et non plus s'imposer du haut. Elle qui peine tant à écouter ses citoyens et leurs craintes face à la mondialisation, l'évolution parfois trop rapide de nos sociétés – tant technologique que philosophique, l'accroissement des inégalités et de la pauvreté doit désormais replacer le citoyen au cœur de son action et redéfinir son modèle de société.

**Franco Barillozzi**  
Le 08 juillet 2014

## Assemblée Générale du Clae

**Depuis sa création, le CLAE place le citoyen au cœur de son action pour témoigner de la nécessité d'inscrire l'ensemble des habitants du Luxembourg dans un projet de société commun. Fidèle à ces principes, l'Assemblée Générale du CLAE, réunie le 7 juillet 2014, a pris les résolutions suivantes :**

### Accueil des personnes nouvellement arrivées

Depuis 2010, les associations membres du Clae observent une forte augmentation des personnes qui émigrent au Luxembourg, qu'elles soient originaires d'un pays membre de l'Union européenne ou d'un pays tiers, augmentation vérifiée par les chiffres du Statec. De nombreuses associations ont constaté que ces personnes éprouvent des difficultés dans leur installation, que ce soit au niveau administratif, ou pour la recherche d'un emploi ou d'un logement. Les règles relatives à l'accès au territoire et au travail, à la réunification familiale doivent être simplifiées et perfectionnées. La politique d'accueil, de soutien, d'information et d'orientation pour les nouveaux arrivants et les demandeurs de protection internationale – sans oublier les personnes déjà installées – doit être renforcée. Le gouvernement doit s'engager concrètement en ce sens, en donnant les moyens nécessaires aux services

étatiques concernés mais aussi aux associations œuvrant dans ce domaine de mettre en place des actions concrètes en matière d'aide et d'accueil, en particulier pour les associations qui s'occupent actuellement malgré elles de l'accueil des ressortissants européens, accueil déficient au niveau institutionnel.

Le Clae demande, lorsque le Luxembourg procède à une mesure d'éloignement d'un résident européen ou issu d'un pays tiers, à ce que les autorités consulaires du pays d'origine de la personne concernée soient informées afin qu'elle puisse être accompagnée à son retour par les services sociaux.

### Egalité des droits politiques pour tous les citoyens

Le Clae milite pour une citoyenneté de résidence qui permette de faire le lien entre les dimensions juridique, sociale, culturelle, politique et identitaire. Le débat sur l'ouverture du droit de vote des étrangers s'est amorcé en 2013 et le gouvernement prévoit de discuter de cette question par voie référendaire. Le Clae se positionne pour que les citoyens de nationalité étrangère demeurant au Luxembourg depuis un certain nombre d'années se voient proposer l'inscription sur les listes électorales pour les législatives.

Si le Clae se prononce pour un large débat public concernant l'ouverture du droit de vote

législatif aux résidents étrangers, il tient à attirer l'attention du Gouvernement sur les dangers de la soumission de cette question par référendum si un débat serein et pédagogique n'est pas entamé dès à présent sur le sujet.

### Acquisition de la nationalité luxembourgeoise

Dans son programme, présenté en décembre 2013, le Gouvernement ambitionne d'alléger les conditions et procédures pour accéder à la nationalité luxembourgeoise. Le Clae a présenté en mars dernier ses propositions au Ministre de la Justice et s'engage notamment pour :

- l'instauration simple du droit du sol. Un enfant né sur le territoire luxembourgeois, dont l'un des parents y réside durablement et légalement doit être luxembourgeois.
- un retour à la situation antérieure à 2008 concernant le régime des langues, c'est-à-dire des connaissances de base dans au moins une des trois langues officielles, contrôlées par l'Institut national des langues, accompagnée le cas échéant d'une attestation de participation à un cours de luxembourgeois.
- le rétablissement de la dispense de participation au cours d'instruction civique pour les demandeurs qui ont fait une partie de leur scolarité au Luxembourg.
- Bénéficier d'une dispense au test de langue lors d'une résidence prolongée de 15 ans.

# Un tremplin pour l'emploi

**Les ressortissants de pays tiers à l'Union européenne ainsi que les demandeurs de protection internationale sont confrontés à des difficultés particulières sur le marché du travail. Permettre à ces personnes une meilleure recherche d'emploi, tel est l'objectif que le Clae s'est fixé à travers les deux projets « Itinéraires pour l'emploi » et « Tracer sa voie » lancés en 2010. Placés sous l'égide du Fonds européen d'intégration des ressortissants de pays tiers, du Fonds européen pour les réfugiés ainsi que de l'OLAI, ils forment un dispositif d'information et d'orientation professionnelle qui arrivera à son terme au 31 août prochain. Avec Valérie Mahe et Lucia Coelho, responsables des projets, nous vous proposons d'esquisser un bilan de ces trois années.**

**Pouvez-vous nous présenter en quelques mots la démarche de ce dispositif d'information et d'orientation ?**

**Valérie Mahe :** Nous accueillons des personnes à la recherche d'un emploi qui sont confrontées à des difficultés particulières. Ces personnes sont des ressortissants de pays tiers à l'Union européenne récemment arrivés au Luxembourg, des demandeurs de protection internationale ou des réfugiés reconnus. Elles ne connaissent pas les démarches à entreprendre pour trouver un travail comme par exemple la rédaction d'un CV, d'une lettre de motivation, l'inscription à l'ADEM, etc. Elles sont confrontées à un marché du travail complètement différent de celui de leur pays d'origine.

**Lucia Coelho :** Notre démarche consiste à définir avec elles un parcours professionnel c'est-à-dire identifier leurs expériences professionnelles, mettre en valeur leurs compétences, le bagage dont elles disposent, leur savoir-faire. Nous essayons de voir dans quelle mesure, nous pouvons pallier à leurs difficultés afin qu'elles puissent s'inscrire dans le marché du travail luxembourgeois.

**Durant ces trois années, qui sont les personnes que vous avez accueillies ?**

**Valérie Mahe :** Dans le cadre d'« Itinéraire pour l'emploi », nous avons essentielle-

ment accueilli des primo-arrivants venus au Luxembourg par le biais du regroupement familial. La majorité des personnes sont originaires du Cap-Vert, du Brésil, de Guinée, du Cameroun et du Bénin. Ce sont généralement des femmes qui ont besoin de travailler à la fois pour apporter un complément de salaire à leur famille mais aussi pour ne pas être financièrement totalement dépendantes de leur mari. Souvent, elles sont à la recherche d'un travail à temps partiel.

**Lucia Coelho :** Le projet « Tracer sa voie » quant à lui s'adresse à des demandeurs de protection internationale et des réfugiés reconnus. Les personnes que nous rencontrons sont essentiellement des demandeurs de protection internationale, en grande majorité des hommes qui viennent, depuis 2013, de Somalie, Serbie, Macédoine, Bosnie ou Ethiopie.

**Quelles sont leurs demandes ?**

**Valérie Mahe :** Lorsqu'une personne vient nous voir, le point de départ est souvent d'identifier avec elle un parcours professionnel à la fois dans le pays d'origine et au Luxembourg. Les demandes les plus fréquentes sont des demandes d'aide au niveau de la rédaction d'un CV, d'une lettre de motivation, la préparation à un entretien. Nous leur communiquons différents sites internet qu'elles peuvent consulter pour trouver un emploi. Nous ne faisons pas les choses à la place des personnes, mais avec elles. Il est important qu'elles apprennent à gérer leur candidature même si c'est parfois compliqué. Tout le monde n'a pas forcément un ordinateur et accès à internet.

**Lucia Coelho :** D'autres demandes vont concerner la reconnaissance de diplômes, l'orientation vers des organismes de formation, vers des cours de langues, notamment des cours de français. L'année passée, nous avons suivi une formation afin de pouvoir réaliser des bilans de compétence.

**Dans quels secteurs recherchent-elles un travail ?**

**Valérie Mahe :** La réalité est qu'il n'y a pas une grande possibilité de choix. Ces demandeurs d'emploi sont souvent peu formés, avec

un parcours scolaire assez court et le marché du travail leur impose les secteurs de la restauration, du nettoyage, de la construction ou de la vente. Voilà la première réalité ! Nous essayons de voir avec eux les possibilités d'une qualification qui puisse correspondre à leurs compétences et envies. Par exemple, après une année de cotisations, il est possible de faire une demande d'apprentissage pour adulte en vue d'obtenir le diplôme d'aptitude professionnel (DAP). Une autre difficulté que rencontrent ces personnes est l'impossibilité d'accéder à certaines formations en raison de la barrière linguistique. On constate que 80% des formations proposées dans le cadre de la formation pour adulte sont en langue allemande.

**Lucia Coelho :** La barrière linguistique est également un obstacle majeur pour les personnes diplômées qui ont des difficultés à trouver un travail en lien avec leurs études. Par exemple, les diplômes de médecin, d'infirmier de certains pays ne sont pas reconnus au Luxembourg et dans ce cas il est nécessaire de faire un stage ou une formation pour obtenir une équivalence. La langue va constituer une difficulté voire une impossibilité à obtenir cette équivalence. La plupart des réfugiés ou des demandeurs de protection internationale parlent leur langue maternelle, l'anglais et parfois un peu l'allemand.

**Les initiatives financées par des Fonds européens s'inscrivent généralement dans une durée limitée. Ces deux projets se termineront donc au 31 août prochain. Existe-t-il des possibilités de poursuivre ?**

**Valérie Mahe :** La seule possibilité de poursuivre serait d'obtenir un financement du nouveau Fonds européen Asile, migrations et intégration qui démarrera en 2015. Pour l'instant, nous sommes dans l'attente.

**Lucia Coelho :** Nous souhaitons remercier tous nos partenaires aussi bien financiers qu'institutionnels ou associatifs qui ont joué un rôle important dans le développement des projets.

**Propos recueillis par  
Claudine Scherrer**





# Voix et réflexions sur la *Freedom March*

Partie de Strasbourg le 18 mai, la *Freedom March* est arrivée à Bruxelles le 20 juin 2014, après une marche de 500 km. Durant un mois, 200 migrants, sans papiers, réfugiés et demandeurs d'asile ont traversé sans documents – et donc en pleine violation des restrictions qui les frappent – les frontières française, allemande, luxembourgeoise et belge. L'objectif politique était de revendiquer, pour tous, la liberté de mouvement vers et à l'intérieur d'une Europe sans frontières. Née d'un certain nombre de rencontres internationales précédentes, de groupements engagés dans la lutte pour les droits des migrants, la *Freedom March* avait comme destination finale « idéale », le Sommet européen sur les politiques des migrations, prévu le 26 juin dans la capitale belge.

A mi-parcours, la marche est entrée sur le territoire du Grand-Duché par Schengen, lieu d'une grande importance symbolique au vu des revendications des migrants. En effet, l'accord pris dans ce village luxembourgeois établit l'abolition des contrôles systématiques des personnes aux frontières respectives des pays signataires et le renforcement des frontières externes de la Zone Schengen, donc la naissance de « Frontex ». Inutile de s'étendre sur les effets déplorables de « Frontex ». Citons simplement le chiffre de 20.000 morts depuis 1995 au large des côtes et des îles devenues les pierres tombales de l'immense cimetière qu'est désormais la Méditerranée, ou encore l'outrageuse volonté du pouvoir politique central de transformer d'entières communautés d'hommes vivant à la frontière extrême de l'Europe en camp militaire avancé...

Au cours de ce mois, nous avons recueilli des témoignages qui serviront de point de départ pour une réflexion globale au sein de multiples instances de « ceux qui se mettent en marche ». Ces témoignages pourront, nous osons l'espérer, contribuer à trouver des convergences avec d'autres parcours de luttes au sein de l'Europe.

Partant de cette approche, les migrants nous imposent quasiment dès le départ la percep-



« La mobilisation pour les droits des migrants assume, au cours du 21<sup>e</sup> siècle, une portée comparable à la campagne qui eut lieu, en son temps, pour l'abolition de l'esclavage. » Catherine Withol de Wenden, *Le droit d'émigrer* (CNRS, 2013)

tion de l'effet le plus immédiat des frontières : la différence entre un citoyen européen et un migrant démuné de papier ou un réfugié. Cette prise de conscience de leur propre condition renvoie en quelque sorte à un « privilège épistémique » des sujets marginalisés, qui, en tant que tels, ont une perception accrue de l'hypocrisie et de la mystification du système qui les opprime.

« Nous sommes des rebuts du capitalisme. (...) Je m'en rends compte en observant le phénomène dans son ensemble : nous fuyons des zones ravagées par les guerres ou mises à sac par les entreprises capitalistes occidentales et quand nous arrivons ici, sans papiers, on ne nous accepte pas pour ce que nous sommes, mais on nous demande de « fonctionner », de suivre des directives, de prouver quelque chose... (...). Si tu franchis les frontières, tu devras faire face à l'isolement et aux procédures de demande d'asile et tu subiras tout le racisme d'une politique qui sélectionne les migrants selon leur potentiel d'intégration au système et si tu ne « fonctionnes » pas, tu seras déporté. Et là tu comprends pourquoi nous sommes les rebuts du capitalisme. » (Amir, *Freedom March*, Beauraing)

« Ce sont les Européens qui ont lié leur histoire à la nôtre. Qui est sorti gagnant parmi l'Europe et l'Afrique, puisque nous voilà ici comme réfugiés ? Il faut que le monde entier

sache que nous n'avons pas quitté nos maisons parce que nous le voulions, mais à cause des interventions européennes dans nos territoires. Et l'histoire continue. » (Armand, *Freedom March*, Schengen)

« Mettre la pression sur les réfugiés, sur les migrants et sur celui qui est différent, c'est alimenter un système d'assujettissement. Il y a des personnes qui traversent des frontières, qui risquent leur vie et qui la perdent même parfois, pour rejoindre l'Europe. Une fois arrivés, c'est le véritable début de leur cauchemar : un chemin de croix sans fin entre centres de détention, prisons, contrôles policiers, camps de tous types, instituts de résidence,... et donc de discrimination, de ghettoïsation et d'exclusion systématique. Voilà clairement un héritage colonialiste, une mentalité colonialiste, une logique d'exploitation capitaliste. » (Nadja, *Freedom March*, Steinfurt)

« Quand tu parles de ta souffrance, quand tu l'acceptes, tu réussis à la partager avec d'autres... par exemple, tu te rends compte qu'il y a des personnes qui viennent de régions et de cultures différentes et qui, en parlant de leurs problèmes, en sont arrivées à s'unir et à lutter ensemble pour changer les choses. C'est dans l'action même que nous pratiquons et produisons l'alternative : nous

SUITE PAGE SUIVANTE

*vivons ensemble, nous nous administrons de manière autonome et il n'y a aucune nécessité de nous contrôler.* » (Amir, *Freedom March*, Beauraing)

En se rebellant, le marginal, le migrant, le sans-papier, met devant leurs responsabilités ceux qui sont à l'origine de la discrimination, de la ghettoïsation, de l'intimidation et de l'humiliation. En prenant conscience de leur isolement individuel et de la souffrance engendrée, une foule d'humains solitaires se constitue en multitude, en mouvement, organisée et dotée de langages capables de véhiculer les principes constitutifs d'une « autre » subjectivité et de créer des parcours alternatifs. Les « marcheurs » revendiquent leur droit à « devenir » à l'intérieur de cette multitude, à « être une multitude », afin de pouvoir interagir avec d'autres individualités dans un espace commun et sans

frontières. Cette force puissante et révolutionnaire trouve son origine dans la mise en commun de désirs et de besoins de subjectivités marginalisées, dont les revendications sont éminemment corporelles, mêmes si elles sont rêvées, imaginées et immatérielles. En fréquentant ces campements qui changeaient quotidiennement d'emplacement, nous avons pu observer des processus participatifs se diriger dans le sens du plus vaste ensemble possible d'individualités et en même temps dans celui de la coordination collective des actions et des revendications de la marche. La vitalité et la spontanéité de chaque action décidée collectivement, naissaient dans le partage de visions d'une communication corporelle que toute structure préexistante aurait fini par épuiser, après avoir tenté de la capter. D'où la nécessité de faire face à la presse sans intermédiaire et le refus de désigner un représentant ou toute autre forme de patronage...

*« Je ne sais pas, partager la douleur n'est une chose aisée. Quand je veux comprendre la douleur d'autrui, je me réfère à ma propre douleur et peut-être puis-je ainsi sentir celle des autres personnes. Mais il est très difficile de « toucher » exactement ce que tu ressens comme une douleur. On peut toutefois partager la colère, l'indignation... nous marchons côte à côte avec des « citoyens » qui partagent cette colère et ceci implique certainement que nous allons au-delà du concept de citoyenneté telle qu'il est normalement ressenti... je n'irai pas jusqu'à affirmer que cette marche constitue à elle seule un exemple de révolution ou de société... mais la solidarité aide les révolutions. Donc, si nous mettons en pratique ces alternatives et si nous marchons pour la liberté de tous... »* (Amir, *Freedom March*, Beauraing)

**Mauro Pizzolo,**

**Chercheur et membre de Keen Ass Illegal**  
Traduit de l'italien par Remo Ceccarelli

## Recommandations du Lëtzebuerger Flüchtlingsrot (LFR) au Gouvernement

**Le Collectif réfugiés Luxembourg a présenté son avis sur la transposition dans la législation nationale des directives européennes relatives à l'asile, à l'occasion de la Journée mondiale des réfugiés du 20 juin.**

Concernant les conditions d'accueil, le LFR attire l'attention du Gouvernement luxembourgeois sur l'article 17 de la Directive Accueil qui stipule : « *Lorsque les Etats Membres octroient les conditions matérielles d'accueil sous forme d'allocations financières ou de bons, le montant de ceux-ci est fixé en fonction du ou des niveaux établis dans l'Etat Membre concerné, soit par le droit, soit par la pratique, pour garantir un niveau de vie adéquat à ses ressortissants* ». L'allocation mensuelle au Luxembourg de 25 euros par adulte et 12,5 euros par enfant ne couvre nullement les besoins élémentaires.

La législation actuelle permet aux

demandeurs de protection internationale (DPI) d'avoir accès au marché du travail neuf mois après le dépôt de leur demande. Le LFR demande que ce délai soit raccourci voire supprimé.

Un autre point important concerne la procédure d'examen des demandes de protection internationale. Le LFR demande notamment au Gouvernement l'application rapide de la procédure Asile (sans délai supplémentaire), l'établissement d'une liste européenne commune de pays d'origine sûrs afin d'éviter les inégalités de traitement ainsi que la révision à la baisse du recours aux procédures accélérées. La transposition de la directive européenne oblige également le Luxembourg à se doter d'une procédure permettant d'évaluer la vulnérabilité des DPI. Le LFR demande en conséquence à l'Etat luxembourgeois de disposer d'un personnel médical ayant une expérience et des compétences avec les DPI. Il estime d'une

façon générale, qu'un effort reste à faire au niveau de la formation des autorités chargées d'accueillir les DPI durant la procédure.

En ce qui concerne la rétention, le LFR demande qu'elle soit considérée comme une mesure de dernier ressort ; il s'oppose catégoriquement au placement en rétention des enfants et plus particulièrement des mineurs non accompagnés. En cas de rétention, celle-ci devra être la plus brève possible et en aucun cas dépasser les six mois. Les retards subis pour obtenir des pays tiers les documents nécessaires ne doivent pas être un motif de prolongement de la durée de rétention, comme tel est le cas actuellement. Le LFR demande au législateur de proposer des formes alternatives à la rétention.

**Vous trouverez plus de détails en téléchargeant sur l'avis du LFR sur le site [www.clae.lu](http://www.clae.lu)**





# « Unity in diversity »

Pour ce numéro de juillet, nous avons rencontré M. Sati Ramesh Chander et Mme Sujatha Selvarj, respectivement vice-président et membre de l'asbl Indian Association Luxembourg que nous souhaitons vous présenter.

## Pouvez-vous nous dire quelques mots sur la communauté indienne du Luxembourg ?

La communauté indienne représente environ cinq cent personnes. C'est une immigration qui vient essentiellement de trois régions de l'Inde : du Nord (New-Delhi), de l'Ouest (Bombay) et du Sud. Les Indiens sont venus au Luxembourg pour travailler dans les banques, les bureaux et la restauration. Le nombre de personnes a augmenté depuis l'installation du siège d'Arcelor Mittal à Luxembourg. Ces dernières années, s'ajoutent également la venue d'étudiants. Chaque mois, notre association fait une réunion avec les personnes qui sont récemment arrivées afin de leur donner des renseignements sur le Luxembourg, de répondre à leurs questions et les aider dans certaines démarches.

## Votre association existe depuis plus de vingt ans, n'est-ce pas ?

Oui, elle a été fondée en 1991 par neuf personnes dont le Consul actuel, M. Venkataraman. L'objectif était de créer une association pour faire connaître la culture indienne aux habitants du Luxembourg et pour soutenir des projets d'aide au développement en Inde. Cet objectif est toujours le nôtre aujourd'hui.

## De quelle façon faites-vous connaître la culture indienne au Luxembourg ?

Nous organisons plusieurs fêtes par an qui correspondent à des fêtes des religions indoue et musulmane : Diwali à l'automne, holi au printemps et la fête de l'Aïd. Nous ne faisons pas une fête pour les indous, une autre pour les musulmans. Nous fêtons tous ensemble ! L'expression anglaise qui pourrait le mieux traduire cela est : « Unity in diversity ». Ces événements ne mettent pas en avant l'aspect religieux mais davantage le fait que nous puissions ensemble nous réjouir. Nous sommes



Indian community with the Ambassador Mr Manjeev Singh Puri © Indian Association Luxembourg asbl, 2014  
INDIAN ASSOCIATION LUXEMBOURG asbl 38, rue de l'Europe L-4390 Luxembourg - Selva.ialux@gmail.com

seulement quelques centaines d'Indiens au Luxembourg et il serait dommage que chaque groupe ait son festival. On ne vit plus en Inde mais au Luxembourg. Nous fêtons tous ensemble dans le respect de chaque religion. Le 04 octobre prochain au Centre culturel Tramsschapp aura lieu le festival Diwali qui rassemble chaque année plus de quatre cent personnes. Beaucoup d'Européens y participent également. Nous faisons venir des danseurs et des musiciens d'Inde. La cuisine indienne est bien présente. C'est aussi l'occasion pour nous de porter des vêtements indiens. Ces événements nous permettent également de transmettre notre culture à nos enfants.

## Transmettre aux enfants, c'est important, n'est-ce pas ?

La plupart des enfants sont nés au Luxembourg. Si on ne montre pas notre culture à nos enfants, ils risquent de l'oublier. A la maison, nous parlons notre langue maternelle qui n'est pas le hindi pour tous les Indiens du Luxembourg car il existe plus de quatre cent langues en Inde. Nos enfants apprennent le français, l'allemand, le luxembourgeois, l'anglais mais à la maison, nous voulons qu'ils parlent notre langue. Nous voulons aussi qu'ils connaissent l'Inde, c'est pourquoi, nous essayons d'y aller chaque année.

## Le second objectif fondamental de votre association est de soutenir des projets en Inde. Quels projets en particulier ?

Les fêtes nous rassemblent, font connaître la

culture indienne mais aussi nous permettent de récolter de l'argent pour nos « Charity Programm ». Voilà près de quinze ans que nous contribuons à deux projets d'école pour filles à Chennai, dans le sud de l'Inde. Nous nous sommes également mobilisés lors du grand tremblement de terre dans l'Etat du Gujerat en 2001 et aussi au Cachemire. Il y a deux ans, nous avons aidé à la construction d'un hôpital des yeux. Ce sont de grands projets et les fêtes nous permettent de recueillir un peu d'argent.

## Participez-vous à d'autres événements ?

Chaque année, notre association participe avec un stand au Festival des migrations, des cultures et de la citoyenneté.

## Il y a quelques semaines se sont déroulées les élections législatives en Inde avec la victoire écrasante du parti nationaliste indou et notamment Narendra Modi devenu premier ministre. Quel regard avez-vous sur cette actualité ?

La société indienne est en train de changer en profondeur. Le parti du congrès était au pouvoir depuis près de cinquante ans. Et au cours des douze dernières années, les mentalités ont changé. Il n'a rien fait contre la corruption. Narendra Modi a été élu car il représentait l'Etat du Gujerat, un Etat en croissance au niveau industriel et agricole. Les Indiens ont vu ce qu'il a fait dans cet Etat. Ils ont voulu un changement. Et c'est peut-être une chance pour le pays.

Propos recueillis par Claudine Scherrer

# Cours de français Septembre-décembre 2014

Le Clae services asbl organisera à partir du mois de septembre une nouvelle session de cours de français de niveau débutants (A.1.1 et A.1.2) et élémentaires (A.2.1 et A.2.2). Nos cours répondent aux critères du label qualité décerné par le Ministère de l'Education Nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.

## A raison de deux fois par semaine, les cours proposés sont les suivants :

- Débutant A.1.1, lundi et mercredi, de 10h30 à 12h30, du 22 septembre au 17 décembre
- Débutant A.1.2, mardi et jeudi, de 10h00 à 12h00, du 23 septembre au 18 décembre
- Élémentaire A.2.1, lundi et mercredi, de 08h30 à 10h30, du 22 septembre au 17 décembre

- Élémentaire A.2.1, lundi et mercredi, de 15h00 à 17h00, du 22 septembre au 17 décembre
- Élémentaire A.2.2, lundi et mercredi, de 18h00 à 20h00, du 22 septembre au 17 décembre

## Deux cours intensifs sont aussi proposés :

- Débutant A.1.1, lundi, mardi, mercredi et jeudi, de 13h00 à 15h00, du 22 septembre au 06 novembre
- Débutant A.1.2, lundi, mardi, mercredi et jeudi, de 13h00 à 15h00, du 10 novembre au 18 décembre

## Frais d'inscription

Les frais d'inscription sont fixés à 130 euros par cours. Un droit d'inscription réduit de 10 euros est accordée, sur présentation d'un bon, aux personnes suivantes : les demandeurs d'emploi inscrits à l'ADEM, les bénéficiaires du

revenu minimum garanti, les signataires d'un contrat d'accueil et d'intégration, les personnes reconnues nécessiteuses par les offices sociaux ou l'Olai. Un minimum de 70% de taux de présence est obligatoire pour toutes les personnes bénéficiant de ce tarif réduit. Les personnes rencontrant des difficultés financières et ne pouvant répondre aux critères énumérés sont invitées à contacter l'asbl.

## Inscription au Clae,

**26 rue de Gasperich, Luxembourg**

- Les 10 et 11 septembre, de 9h à 12h, pour les cours de septembre à novembre
- Le 29 octobre, de 9h à 12h, pour le cours intensif de novembre à décembre

**Informations, tél. : 29 86 86-1**

**Dépliant à télécharger : [www.clae.lu](http://www.clae.lu)**



**vous invite à des**

**ATELIERS de**

**RECYCLAGE CRÉATIF**



**Vendredi 18 juillet - 18 hrs**  
**BIJOU "ESPRESSO"**  
Bijoux originaux et colorés à réaliser à base de capsules de café vides.  
**IL VOUS FAUDRA :** des petites perles, des rubans, des petits cordons

**Vendredi 25 juillet ore - 18 hrs**  
**LE VINTAGE C'EST CHIC**  
Comment récupérer avec élégance de vieux bijoux démodés (ou les réparer)  
**IL VOUS FAUDRA :** de vieux colliers

**Judi 31 juillet - 18 hrs**  
**MANDALA**  
Objet culte pour décorer votre intérieur. Réalisé à base de vieux vêtements;  
**IL VOUS FAUDRA :** des tissus inutilisés, des collants usagés, un cercle de métal type hula-hop (diamètre 50 cm maximum)

**Judi 7 août - 18 hrs**  
**QUAND LA LAINE SE TRANSFORME EN BIJOU**  
Bijoux et accessoires façon grand-mère  
**IL VOUS FAUDRA :** de la laine, du tissu, des petites perles, du feutre, un crochet taille 4/5



**POUR CHAQUE ATELIER IL FAUDRA APPORTER LE MATÉRIEL DEMANDÉ**  
Les organisateurs mettront à disposition une partie des outils : ciseaux, pinces, crochets et capsules).

**LIEU**  
Culturando (ex Altrimenti)  
15, Avenue de la Faiencerie  
Luxembourg

**PRIX**  
1 atelier : 55 euro  
2 ateliers : 90 euro total / 3 ateliers : 140 euro / 4 ateliers : un offert, 165 euro au lieu de 220 euro

**INFORMATIONS**  
Maria Grazia Galati: 621 75 80 50 - [m-gg@passaparola.info](mailto:m-gg@passaparola.info)  
Paola Cairo: 691 72 04 96 - [paola@passaparola.info](mailto:paola@passaparola.info)

L'inscription sera effective après versement de 20 euros par atelier sur le compte.  
IBAN: LU42 0019 1955 5203 5000 / BIC: BCEELULL  
au nom de Passaparola asbl Avec indication des dates du/des ateliers souhaités. Le solde sera à régler sur place.



**Exposition « La Mémoire de la Mer. Objets Migrants en Méditerranée. » au Centre de Documentation sur les Migrations Humaines (CDMH), Gare – Usines de Dudelange, jusqu'au 27 juillet 2014.**

Les réalisations des photographes Alessandro Brasile (2007) et Mattia Insolera (2010) et du vidéo-journaliste Kami Fares et Giulia Ardizzone (2013) mettent en valeur le « Sea Memory Museum » créé par Mohsen Lihidheb.

En quelques années, celui-ci a transformé le jardin de sa maison à Zarzis (Tunisie), en un lieu de mémoire des migrations humaines et de la mer, réalisant des sculptures à partir d'objets rejetés par les flots. Recueillis et lavés à terre, ces objets abandonnés ne constituent pas seulement la matière première de ses œuvres plastiques et la source d'inspiration de son travail poétique, mais représentent également une référence symbolique à la mer et à l'humanité migrante. L'exploration en images permet de questionner la manière particulière du « Sea Memory Museum » de traiter le sujet de la mémoire des migrations.



La littérature luxembourgeoise et l'Afrique :

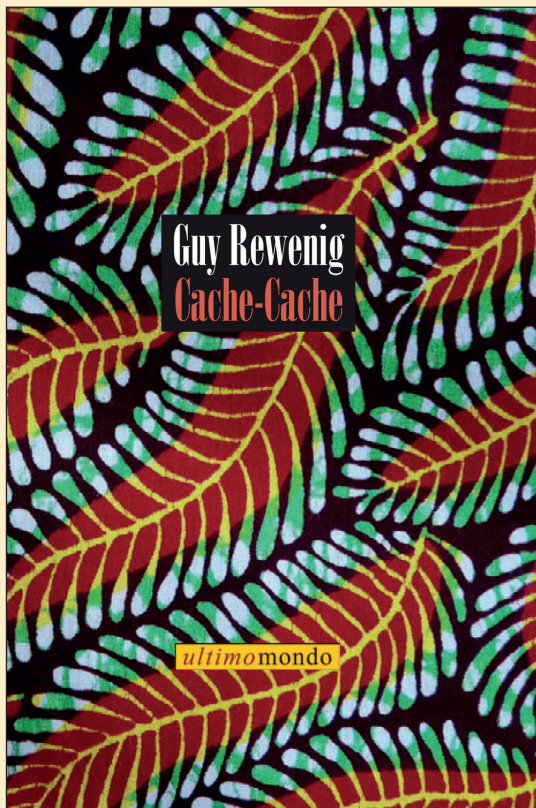
# Cache-Cache de Guy Rewenig - « récit noir » aux couleurs du Cap-Vert

*Cache-Cache*, récemment paru aux éditions ultimomondo, est la traduction française de *Wëll Fra*, réalisée par Anna Schlechter.

Mars Werfer, célibataire luxembourgeois aux échecs sentimentaux innombrables, sollicite une agence matrimoniale, bien décidé à trouver une épouse africaine. Avec l'arrivée de Djalaya dans le quartier industriel où demeure Werfer, les problèmes prennent rapidement une ampleur inattendue et les menaces se multiplient.

Le récit original *Wëll Fra*, paru en 1993 aux Editions Phi, fut le tout premier texte de la littérature luxembourgeoise construit autour d'un personnage central venu d'Afrique. Avant cette parution, Guy Rewenig avait déjà thématisé l'immigration à de nombreuses occasions, tant dans ses pièces de théâtre que dans ses romans et ses histoires pour la jeunesse. Mais dans *Wëll Fra*, il va au-delà de l'anecdote et fait pivoter tout son récit autour de la culture africaine largement méconnue au Grand-Duché.

Cependant, *Wëll Fra* ou la traduction française *Cache-Cache* n'est pas pour autant simplement documentaire. La trame en est complexe, truffée de changements de perspective et de perceptions flottantes ou trompeuses. C'est en quelque sorte le bilan d'un choc des cultures, d'une séparation sous le couvert d'une alliance. Le récit se lit facilement, le langage très sobre et minimaliste permet à l'auteur de suivre



pas à pas un échec qui se concrétise au fil des pages, pour finir dans l'inévitable catastrophe.

*Cache-Cache* n'est pas non plus une révérence solennelle à notre société multiculturelle, bien au contraire : Guy Rewenig ne tombe pas dans le piège de la « bienveillance militante ». Il se permet un *humour noir* corrosif qui n'épargne rien ni personne. Son texte évolue à mille lieues de cet esprit hyper-compréhensif qui souvent place les immigrés dans le cadre de la bienfaisance autochtone, sinon de la pure miséricorde affichée avec complaisance. Djalaya, la femme venue du Cap-Vert, est un personnage fort qui au départ n'a rien d'une victime. Dans un Luxembourg renfermé sur lui-même et souvent peu enclin à écouter

et à percevoir ce qui se passe dans le monde, elle tombe peu à peu dans une détresse fondamentale et n'arrive plus à s'en sortir, tout comme son mari luxembourgeois d'ailleurs. L'un entraîne l'autre vers l'issue fatale, les divergences extrêmes ne permettent ni le rapprochement progressif ni la tolérance mutuelle.

Le récit *Cache-Cache* est un livre cru, sans fards ni cotillons, sur une liaison malheureuse. Certaines séquences, il faut le dire, sont très dures à supporter. Mais Guy Rewenig réussit à enrober son texte d'une fine ironie qui joue à tout moment et permet au lecteur de rester réceptif et attentif aux subtilités sous-jacentes.

En automne, lors d'une manifestation littéraire organisée par les Editions Ultimomondo, *Cache-Cache* de Guy Rewenig sera présenté avec *Gente de madera*, la traduction espagnole du roman *Kasch* de Roger Manderscheid, réalisée par Teresa Ruiz Rosas. Deux œuvres luxembourgeoises parues dans une langue étrangère, deux auteurs amis engagés dans le combat pour la justice sociale, deux traductrices, l'une luxembourgeoise et l'autre péruvienne : voilà la formule d'un mélange littéraire insolite. *Horizon* ne manquera pas de vous annoncer les détails de la soirée.

**Guy Rewenig, *Cache-Cache* récit, 112 pages, traduit du luxembourgeois par Anna Schlechter, prix de vente : 20 euros dans les librairies ou par commande auprès de l'éditeur ([www.umo.lu](http://www.umo.lu) ou [info@umo.lu](mailto:info@umo.lu))**

Soutenez le bulletin en vous abonnant ! L'abonnement est de 10 euros / pour 6 numéros (10 eur/an).

Pour cela, il vous suffit d'effectuer un virement sur le CCP CLAE Services asbl IBAN LU32 1111 0184 5121 0000 avec la mention : abonnement horizon.

**Horizon** est édité par l'asbl CLAE Services 26, rue de Gasperich L-1617 Luxembourg tél. (+352) 29 86 86-1

fax (+352) 29 86 01 – [migrations@clae.lu](mailto:migrations@clae.lu) – [www.clae.lu](http://www.clae.lu) – Coordination : Claudine Scherrer – Impression : Reka – Diffusion : 5.000 exemplaires – Parution 6 fois par an

Publié avec le soutien de l'OLAI - L'opinion exprimée dans cette publication ne reflète pas nécessairement la position officielle de l'Office Luxembourgeois de l'Accueil et de l'Intégration / Ministère de la Famille et de l'Intégration.